

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures – Accord Cadre
Procédure formalisée
Publication au BOAMP et au JOUE

Fourniture et pose de matériel audio pour les salles de spectacles
et de cours du CNSAD-PSL

Consultation 2025-03

Le présent CCAP contient 6 pages numérotées de 1 à 6

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	2
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	2
ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE L’ACCORD CADRE.....	2
ARTICLE 4 - LIEUX ET MODALITES D’EXECUTION DE LA PRESTATION.....	2
ARTICLE 5 - PRIX	3
ARTICLE 6 - BONS DE COMMANDES ET LIVRAISON.....	4
ARTICLE 7- VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 8 - PENALITES DE RETARD	5
ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE	5
ARTICLE 10 - ASSURANCES.....	6
ARTICLE 11- CONFIDANTLITE	6
ARTICLE 12 - LITIGES	6
ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG	7

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

Le présent marché porte sur la fourniture et pose de matériel audio pour les salles de spectacles et de cours du CNSAD-PSL.

Ce marché fait partie des aménagements spécifiques que le Conservatoire réalisera dans le cadre d'une prise à bail sur un ensemble culturel du quartier « Fast » à Romainville. Ces aménagements se dérouleront après la Livraison des espaces par le bailleur. Ce dernier pourra intervenir suivant une méthodologie convenue, pour la levée des réserves liées à ses travaux, en parallèle des aménagements spécifiques du preneur.

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les caractéristiques des équipements fournis figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE),
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) et le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et pièces communes à tous les lots le cas échéant ;
- Le mémoire technique présente et justifie les moyens techniques, matériels et la méthodologie prévus pour exécuter les prestations auxquels le Titulaire s'oblige, il n'emporte en revanche aucune obligation pour le CNSAD-PSL.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE

3.1 Nature de l'accord cadre

Le présent marché est un accord-cadre au sens de l'article 2162-1 du code de la commande publique. Il s'exécute par l'émission de bons de commande. Il est conclu avec un minimum de 100 K€ HT et avec un maximum de 300 K€ HT.

Un seul opérateur économique sera désigné pour toute la durée du marché.

3.2 Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Conformément à l'article R. 2112-4 du code, il peut être reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée d'un an (1) sans que sa durée totale n'excède trois (3) ans.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, la décision sera notifiée au titulaire au plus tard deux mois (2) avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R. 2162-5, les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et ce dans les conditions du présent document.

Au-delà du dernier jour de validité, aucun bon de commande ne pourra plus être émis. Toutefois, l'exécution des bons de commande déjà émis avant le dernier jour de validité pourra être poursuivie jusqu'à leur terme au maximum 4 mois au-delà de la date d'expiration du marché.

3.3 Montant de l'accord cadre

Le montant de l'accord cadre est défini comme suit :

- Le montant du bon de commande n°1 indiqué au DQE et à l'acte d'engagement constitue le montant minimum de l'accord cadre ;
- Le montant des fournitures pouvant faire l'objet des bons de commande ultérieurs ne comprend ni minimum, ni maximum, dans la limite des montants du marché.

Le présent accord cadre étant conclu avec un minimum et avec un maximum, le Titulaire ne peut se prévaloir d'un nombre qu'il estime trop peu ou trop conséquent de bons de commande ou encore de la charge associée à ces derniers pour faire valoir un droit à indemnité ou à rémunération au-delà des prix prévus au présent accord cadre.

3.4 Modalités d'émission des bons de commande

Le bon de commande est transmis par écrit au Titulaire. Il comporte les mentions suivantes :

- désignation de l'accord cadre ainsi que celle de l'acheteur et de l'opérateur ;
- un numéro d'ordre, une date d'émission ;
- la désignation de la fourniture commandée ;
- les quantités à livrer ;
- la date et le lieu de livraison ;
- le montant du bon de commande au regard des prix unitaires définis dans l'accord cadre.

Le Titulaire en accuse réception dans un délai maximum de trois jours ouvrés, il dispose en outre d'un délai de cinq jours ouvrés pour émettre ses remarques.

ARTICLE 4 – LIEU ET MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

4.1 Conditions de livraison

Les équipements seront livrés à Romainville (93 230), Paris ou en proche banlieue aux adresses qui seront précisées au Titulaire.

Les dates de Livraison seront précisées dans les bons de commandes au Titulaire. La date de Livraison de la première commande sera transmise dans le bon de commande 1.

Dans le cas de la première commande, une date ultérieure à celle de la fourniture pourra être définie pour la pose des équipements et la formation de l'équipe technique au montage, démontage.

Les équipements doivent être livrés soigneusement conditionnés. Le Titulaire aura à sa charge le retrait des emballages.

4.2 Contenu des prestations

Le Titulaire prend en charge le conditionnement, la livraison des équipements, le retrait des emballages le cas échéant et la pose et formation le cas échéant. Les risques et moyens afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au Titulaire.

ARTICLE 5 - PRIX

5.1 Nature des prix - Montant de la rémunération

Le montant de chaque bon de commande est établi à partir des prix unitaires définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres susceptibles de peser sur la fourniture, ainsi que les frais afférents aux assurances, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à la garde jusqu'au lieu et date de la livraison.

5.2 Modalités de paiement

La personne publique liquide la créance due au titulaire sur la base d'une facture émise après constatation expresse de l'admission des prestations.

La facture est transmise par le titulaire de manière dématérialisée au Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique-PSL sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission sauf pour les micro-entreprises dans les conditions prévues par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Les prestations sont payées dans le délai de 30 jours calendaires suivant la réception de la demande de paiement établies dans les conditions indiquées ci-dessus.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par envoi au Titulaire, huit jours calendaires avant l'expiration du délai au plus tard, d'une correspondance lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement et précisant les pièces à fournir ou à compléter. Cette correspondance doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, l'entreprise a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est précisé à l'article R. 2192-30 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est précisé à l'article R. 2192-35 du code de la commande publique.

Le présent accord cadre est soumis à la TVA. Les montants du présent accord cadre sont exprimés hors TVA, sauf mention expresse.

5.3 Actualisation des prix

Le prix des prestations du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « Mo » fixé dans l'acte d'engagement. Il est actualisable chaque année à la date anniversaire selon la formule suivante :

$$R = Im/Io$$

dans laquelle :

- Io : Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines, du mois « mo » (mois d'origine).
- Im : Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines du mois « m » anniversaire de la notification du marché.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur

ARTICLE 6 DELAIS DE LIVRAISON, ANNULATION

Le délai de livraison est précisé par le bon de commande dans la limite de 8 mois maximum suivant la date de notification du bon de commande.

Le délai de pose est précisé sera précisé dans les 6 mois suivant l'émission du bon de commande n°1.

ARTICLE 7 – VERIFICATION, ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et d'admission de la prestation sont effectuées par le CNSAD-PSL conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS 2021.

Conformément à l'article 30-2 du CCAG/FCS 2021, à l'issue des opérations de vérification, un ajournement sera prononcé en cas de mise au point nécessaire. La liste des mises au point à effectuer sera établie.

Par dérogation à l'article 30.2.1 en ce qui concerne les délais, le titulaire devra procéder à ces mises au point dans les délais qui lui seront impartis par le CNSAD-PSL dans la décision d'ajournement.

ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, si le délai prévu pour la livraison des matériels est dépassé, le titulaire encourt une pénalité de 150 Euros HT par jour de retard et par matériel.

Si le projecteur fourni n'est pas conforme aux CCTP du présent marché, le fournisseur doit remplacer le projecteur fourni par projecteur conforme à ses frais. La pénalité visée à l'alinéa précédent s'applique jusqu'à mise en conformité.

Le total des pénalités est plafonné à 30 % du montant total de la commande.

ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE

Les opérations de résiliation du marché se dérouleront conformément au chapitre 7 du CCAG/FCS 2021.

La CNSAD-PSL se réserve le droit de demander toutes indemnités compensatrices en raison du préjudice causé par la carence, la négligence ou la faute du titulaire dans l'exécution de ses obligations résultantes du présent marché.

En outre, le CNSAD-PSL pourra, le cas échéant, appliquer les dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS, à savoir l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier de la prestation.

ARTICLE 10 - ASSURANCES

Le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. La garantie corporelle devra être au moins égale à 10 fois le montant du minimum de commande visé à l'article 32.3 ci-dessus, elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du CNSAD-PSL, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à la fin de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 12 – LITIGES

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent contrat sera soumis aux tribunaux compétents de Paris après avoir apuré tous les moyens de conciliation.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG

L'article 2 du C.C.A.P. déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. /F.C.S.

L'article 6 du C.C.A.P déroge à l'article 30.2.1 du CCAG/FCS

L'article 7 du C.C.A.P. déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. /F.C.S